



Rapport annuel

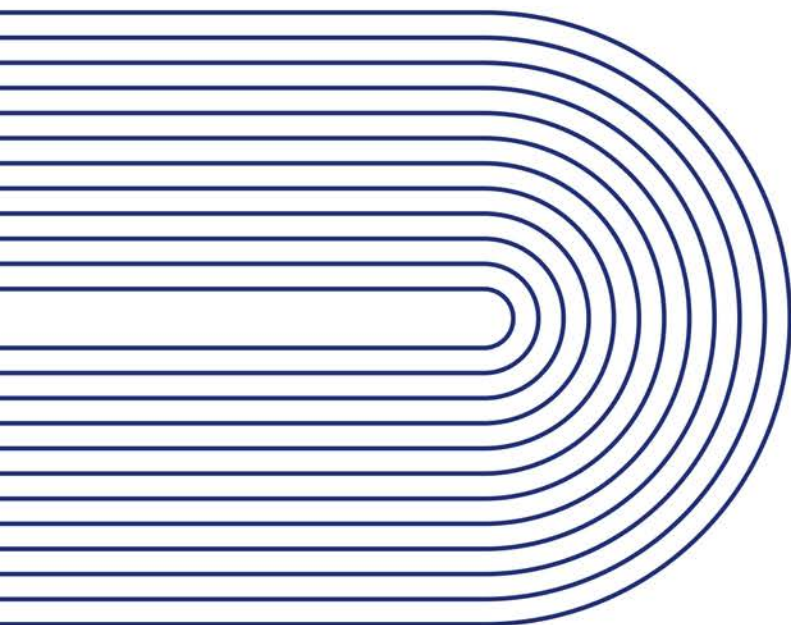
2022
2023



CENTRE DE JUSTICE
DE PROXIMITÉ
Mauricie

Table des matières

01	INTRODUCTION	
03	MOT DU PRÉSIDENT	
04	À PROPOS DU CJP-MAU	
10	STRUCTURE ORGANISATIONNELLE	
	Le conseil d'administration	
	L'équipe	
	Les étudiant·e·s	
14	TERRITOIRES DÉSERVIS	
16	INFO-JURIDIQUE	
19	INFO-SÉPARATION	
20	INFO-DOSSIER PETITES CRÉANCES	
22	SÉANCES D'INFORMATION	
25	PROJETS ET COLLABORATIONS	
28	RAYONNEMENT	
31	COMMUNICATIONS	
32	LAC-À-L'ÉPAULE	
33	RESPONSABLE DES TI	
34	REMERCIEMENTS	
	ANNEXE 1 : STATISTIQUES	
	ANNEXE 2 : FORMATIONS SUIVIES	
	ANNEXE 3 : SÉANCES OFFERTES	



Introduction

C'est avec plaisir que je vous présente le 5e rapport annuel du Centre de justice de proximité de la Mauricie (CJP-Mau).

Ayant été en congé de maternité jusqu'en septembre 2022, c'est Me Marie Allard qui a su voir, en mon absence, à la coordination des activités quotidiennes du CJP-Mau. Jamais bien loin derrière, je n'ai quand même rien manqué des développements au CJP. Ainsi, j'aurai l'honneur de vous dresser ce compte-rendu de la dernière année et, soyez sans crainte, nous retrouverons Marie à différents endroits dans le rapport.

L'année 2022-2023 en aura été une de transition et de réflexion. Mouvement de personnel, congés de maternité, nouvelle ressource réseau, planification stratégique, agrandissement des locaux ... ce fut une année mouvementée, mais sans grands changements ou éclats.

Nos thèmes des années précédentes ayant été fort populaires, nous avons décidé de persister dans le concept. Alors que nous célébrons l'atteinte de l'âge adulte du CJP l'an dernier, voilà que nous nous situons maintenant en pleine « crise de la trentaine ». Cela dit, soyez rassuré·e·s, nous ne sommes pas réellement en « crise », mais c'est ainsi que se définit cette étape de la vie dans le langage courant.

2018-2019

Naissance du CJP



2019-2020

Enfance du CJP



2020-2021

Adolescence du CJP



Nous savons davantage qui nous sommes, mais également ce que nous aimerions être. C'est cette dichotomie qui nous amène sur le chemin de la réflexion et qui fait de cette «crise» un état transitoire. Le timing était excellent puisque 2022-2023 fut le chantier d'une réflexion stratégique enclenché par le réseau des CJP dont nous vous parlerons plus loin.

Contrairement à la soussignée qui a, un peu..., mal accueilli la mi-trentaine, le CJP le fait avec sérénité, sachant qu'il n'a rien à envier au plus jeune et qu'il est fort de ses expériences et apprentissages passés.

Laissant derrière nous la crise sanitaire, ce fut l'occasion de nous stabiliser et de consolider nos nouvelles façons de faire, lesquelles ce sont construites au fil de la pandémie (horaire, outils, télétravail, etc.).

Nous ne pouvons nous engager encore à dire quel sera le thème du rapport l'an prochain ou si nous suivrons la tendance des précédents rapports (on va commencer à manquer d'inspiration), mais ce que nous savons déjà, c'est que nous avons encore de très longues et belles années devant nous et en bonne compagnie !



Me Andréanne Lascele-Lavallée
Directrice générale et avocate

2021-2022

L'âge adulte du CJP



2022-2023

La «trentaine» du CJP



2023-2024

[...]



Mot du président



C'est avec un grand sentiment de fierté qu'au nom des membres du conseil d'administration, nous vous déposons le **5e rapport annuel** des activités réalisées, par l'équipe du Centre de justice de proximité de la Mauricie (CJP-MAU) et de notre vaillante directrice générale, Andréanne.

Il est de tradition qu'annuellement, l'équipe du CJP-MAU, détermine une thématique pour leur rapport d'activités. Cette année, le thème sera celui de « la crise de la trentaine ».

Comme le CJP-MAU atteint une maturité certaine, voilà qu'il voit arriver des plus jeunes dans ses rangs, il doit s'adapter aux nouvelles technologies et, comme si ce n'était pas assez, voilà qu'il ressent le besoin de se remettre en question !

L'année 2022-2023 aura permis, entre autres, la réalisation d'un Lac-à-l'épaule. Une journée de réflexions enrichissantes à laquelle, activement, le personnel de l'équipe du CJP-MAU et les membres du conseil d'administration auront pris part conjointement.

Avec émotion, je conclus ce mot du président, le dernier puisque mon mandat arrivera à terme au cours de l'année 2024. À titre de membre fondateur, ce fut un réel plaisir de faire partie de cette merveilleuse aventure, celle de contribuer à rendre une justice accessible et de proximité, pour l'ensemble de la population de la Mauricie.

Surtout, bonne continuité à l'équipe du CJP-MAU et aux membres du conseil d'administration !

« POUR BIEN VIEILLIR, IL FAUT GARDER EN SOI LES CURIOSITÉS DE L'ENFANCE, LES ASPIRATIONS DE L'ADOLESCENCE, LES RESPONSABILITÉS DE L'ADULTE, ET DANS LE VIEILLISSEMENT ESSAYER D'EXTRAIRE L'EXPÉRIENCE DES ÂGES PRÉCÉDENTS. » - EDGAR MORIN

À propos du CJP-Mau

Notre mission

Le Centre de justice de proximité de la Mauricie (CJP-Mau) est un organisme à but non lucratif ayant pour mission de promouvoir l'accès à la justice en favorisant la participation des citoyen·ne·s par des services d'information juridique, de soutien et d'orientation, offerts en complémentarité avec les ressources existantes.

Notre vision

Nous sommes un lieu reconnu d'information juridique et d'orientation, proche des citoyen·ne·s, visant à rendre la justice plus accessible et à accroître la confiance dans le système de justice.

Nos valeurs

Le respect, l'empathie, l'ouverture d'esprit et la collaboration sont au cœur de nos valeurs.

De plus, nous reconnaissons en chaque individu la capacité à prendre en charge sa situation et croyons en son potentiel à faire les meilleurs choix pour lui·elle-même.

Services offerts

Le CJP-Mau constitue un lieu d'écoute neutre et impartial qui s'adresse à toute personne, quels que soient ses revenus ou la nature juridique du problème rencontré. Tous les services offerts sont gratuits et confidentiels.



Dans le cadre des rencontres d'Info-juridique, les juristes :

- donnent de l'information juridique aux citoyen·ne·s afin de les aider à prendre des décisions éclairées;
- orientent les citoyen·ne·s vers des ressources spécialisées, tels un organisme gouvernemental ou communautaire, un·e professionnel·le du droit ou un·e médiateur·rice;
- outillent les citoyen·ne·s pour qu'ils·elles exercent leurs droits;
- aident les citoyen·ne·s à repérer les formulaires appropriés en leur fournissant des explications pour les compléter correctement;
- informent les citoyen·ne·s sur différentes manières de régler leurs conflits sans avoir recours aux tribunaux, tels la négociation, la médiation et l'arbitrage, et mettent à leur disposition des outils pour bien comprendre ces options;



Dans le cadre du service Info-dossier petites créances, les juristes :

- donnent de l'information juridique personnalisée;
- soutiennent, écoutent et orientent les citoyen·ne·s vers des ressources appropriées à leurs enjeux;
- informent au sujet de la médiation aux petites créances;
- aident à évaluer si la médiation est une solution appropriée;
- offrent des outils pour amorcer une préparation à une éventuelle médiation aux petites créances.

Dans le cadre du service Info-Séparation, les juristes :

- rencontrent les citoyen·ne·s gratuitement et de manière confidentielle;
- donnent de l'information sur la médiation (ex. rôle du·de la médiateur·rice, fonctionnement du processus de médiation, avantages et limites de la médiation);
- outillent les citoyen·ne·s pour leur rencontre de médiation par une amorce à la réflexion et par des exercices;
- donnent de l'information juridique personnalisée;
- offrent de l'aide pour maximiser les chances que l'invitation à l'ex-conjoint·e d'aller en médiation fonctionne.



Le CJP-Mau offre aussi des séances d'information juridique et c'est avec plaisir que les juristes vont à la rencontre des citoyen-ne-s pour les informer de leurs droits et obligations sur différents sujets notamment :

- troubles de voisinage
- protection du consommateur
- petites créances
- testament et mandat de protection
- vie privée dans les réseaux sociaux
- et plusieurs autres !



Ces ateliers peuvent être offerts dans les locaux d'organismes qui en font la demande ou encore dans nos bureaux. En 2022-2023, le CJP-Mau s'est effectivement déplacé à plusieurs occasions. Nous vous invitons à consulter l'annexe 3 pour plus de détails.

Autres services :

- Un ordinateur est mis à la disposition des citoyen-ne-s qui désirent réaliser des recherches ou de la rédaction de nature juridique. Un photocopieur est également accessible aux personnes qui désireraient imprimer ou transmettre des formulaires ou des procédures.
- Un·e commissaire à l'assermentation est présent·e sur place afin d'assermenter, au besoin, les citoyen-ne-s dans le cadre de leurs procédures.
- Un éventail de dépliants, brochures et outils d'information publiés par des organismes privés, publics et communautaires sont également disponibles à nos bureaux.
- Enfin, l'équipe travaille dans son temps libre à la conception d'outils d'information juridique avec différents partenaires. Nous vous invitons à consulter la section « projets et collaborations » pour plus de détails.



DANS CHACUN DE NOS SERVICES, LES JURISTES SE FONT UN DEVOIR DE PERMETTRE AUX CITOYEN.NE.S DE CONNAÎTRE L'ENSEMBLE DES OPTIONS QUI LEUR SONT OFFERTES AFIN QU'IL.ELLE PUISSE CHOISIR CELLE.S QUI RÉPOND.ENT DAVANTAGE À SES BESOINS.

Déploiement des CJP

Grâce à un partenariat financier entre le Barreau du Québec, la Chambre des notaires, le ministère de la Justice et la Société québécoise d'information juridique, trois premiers Centres de justice de proximité ont vu le jour dans la région du Bas-Saint-Laurent, de la Capitale-Nationale ainsi que dans la grande région de Montréal en 2009-2010. D'une durée de trois ans, le projet pilote fut couronné de succès et huit autres Centres de justice de proximité ont vu le jour depuis, soit en Outaouais, en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, en Montérégie, sur la Côte-Nord, en Mauricie, au Nunavik ainsi qu'un dernier Centre couvrant les régions de Laval, Laurentides et Lanaudière. Alors que celui-ci n'offrait que les services Info-Séparation et Info-dossier petites créances lors de son ouverture, il offre maintenant également le service d'information juridique. En janvier 2023, le ministre de la Justice a également fait l'annonce de l'ouverture à venir de trois nouveaux CJP, soit en Estrie, au Centre-du-Québec et en Abitibi.

Financement

Le Fonds Accès Justice, institué au ministère de la Justice le 5 avril 2012, vise à soutenir des actions améliorant la connaissance et la compréhension du droit et du système de justice québécois par les citoyen·ne·s, favorisant ainsi l'accès à la justice. Les revenus proviennent des crédits du ministère, de l'entente Canada-Québec concernant les mesures québécoises de justice familiale et de la contribution de 8 \$ exigée des personnes qui commettent une infraction aux lois pénales québécoises. Le CJP-Mau a également reçu une subvention de la part du gouvernement fédéral, dans le cadre du programme Emploi d'été Canada, ce qui lui aura permis de recevoir un·e étudiant·e pour une durée de huit semaines durant la période estivale. Nous avons également pu bénéficier de la subvention « Accueillez un stagiaire » de la Fédération des chambres de commerce du Québec qui a permis le remboursement de 50% du salaire d'une stagiaire.



562 230

Sommes reçues par le CJP-Mau du Fonds Accès Justice comme budget opérationnel pour l'année 2022-2023.

Structure organisationnelle

Le conseil d'administration

En vertu des règlements généraux, le conseil d'administration est composé de sept membres, dont trois permanents (ministère de la Justice, Chambre des notaires (Mauricie) et Barreau de la Mauricie), trois provenant d'organismes partenaires, ainsi qu'un membre citoyen. Au 31 mars 2023, le conseil d'administration était composé des personnes suivantes qui, chacune, collaborent au développement du CJP-Mau par leur dévouement et leur expertise :

- Dave Lysight, président (CAVAC)
- Me Vincent F. Dion, trésorier (citoyen)
- Evelyne Leblanc, secrétaire (Équijustice)
- Me Martin Leblanc Massé (ministère de la Justice)
- Me Renée Leboeuf (Chambre des notaires)
- Me Sarah Landry (Barreau de la Mauricie)
- Me Corinne Tremblay (Aide juridique)

Au total, ce sont 6 rencontres qui ont été tenues par le conseil d'administration.

Les rencontres se sont déroulées tantôt en présentiel, tantôt en virtuel.



Conseil d'administration du CJP-Mau 2022-2023
(absentes de la photo, Mes Corinne Tremblay, Renée Leboeuf et Sarah Landry)

L'équipe

Le succès du CJP-Mau passe d'abord et avant tout par l'engagement, le dynamisme et la créativité de son équipe de travail, qui s'investit pour offrir un service de qualité à des citoyen·ne·s parfois vulnérables. Avec la ressource dédiée aux projets pilotes et la nouvelle responsable nationale des technologies de l'information (RTI), le CJP-Mau compte maintenant l'équivalent de 6 employé·e·s à temps complet, soit : une directrice, trois juristes, un·e adjoint·e administrative-réceptionniste ainsi que la RTI.

À la fin de l'année financière 2022-2023, ces personnes formaient l'équipe :

- Me Andréanne Lascelle-Lavallée, directrice générale
- Me Marie Allard, juriste
- Me Claudia Verreault, juriste (congé de maternité)
- Me Mélanie Loignon, juriste
- Me Michel Isabelle, juriste (temps partiel)
- Nicolas Tremblay, juriste (temps partiel)
- Jade St-Pierre-Cécire, adjoint·e et réceptionniste
- Karima Djaiz, responsable des technologies de l'information (réseau)

À celles et ceux qui ont quitté le CJP-Mau au courant de l'année, nous vous souhaitons bon succès dans vos prochains défis. Nous en profitons pour vous remercier personnellement, Mes Justine Labonté Lessard, Richard Leblanc, Sandy Dufour ainsi que Mélanie Baot pour votre rigueur, votre professionnalisme et votre bonne humeur.

2555 HEURES DE FORMATION ET DE
 SENSIBILISATION DONNÉES À DE FUTURS
 PROFESSIONNEL·LE·S DU DROIT SUR L'ENJEU
 DE L'ACCÈS À LA JUSTICE !

Les étudiant·e·s

Le CJP-Mau offre également un milieu d'apprentissage et d'accompagnement à des étudiant·e·s universitaires en droit et collégiaux en techniques juridiques. Elles-ils soutiennent les juristes dans leur travail, principalement en effectuant de la recherche documentaire et jurisprudentielle. Les étudiant·e·s sont également appelé·e·s à travailler sur différents projets, tels que la conception de nouvelles séances d'information et la rédaction d'articles et de billets en langage clair. L'équipe est fière de pouvoir impliquer les étudiant·e·s lors des rencontres avec les citoyen·ne·s, dans un contexte d'apprentissage encadré. Ces expériences leur apportent une occasion concrète d'observer les problématiques vécues par les citoyen·ne·s et de constater les enjeux en matière d'accès à la justice.

- Maria Vasquez
Stage coopératif - Université d'Ottawa
- Béatrice Tessier-Bourbonnais
Emploi d'été Canada - Université de Sherbrooke



Été

- Noémie Croteau
Stage coopératif - Université de Sherbrooke
- Yasmine Djaafar
Activité clinique – Université de Sherbrooke
- Felipe Costa
Stage en milieu communautaire – Université Laval
- Camille Methot
Stage en milieu communautaire – Université Laval
- Sara Lajoie
Activité clinique – Université de Sherbrooke



Automne

- Rosalie Ouellette
Stage coopératif - Université de Sherbrooke
- Victor Taillefer
Stage en milieu communautaire – Université Laval
- Justine Bissonnette-Lépine
Stage en milieu communautaire – Université Laval
- Zaya Trahan-Perreault
Activité clinique – Université de Sherbrooke
- Marianne Lecompte
Activité clinique – Université de Sherbrooke



Hiver

En images :



« L'AMOUR EST LA FORCE QUI ENFLAMME
LES ESPRITS ET SOUDE LES ÉQUIPES. »

- PHIL JACKSON

Territoires desservis



01. Pour le service d'information juridique :

Mauricie ainsi que Nicolet et Bécancour

02. Pour le service Info-Séparation :

Mauricie et le Centre-du-Québec

03. Pour le service Info-dossier petites créances :

Mauricie et le Centre-du-Québec

01. Pour le service d'information juridique :

Pour l'année 2022-2023, CJP-Mau n'a connu aucun changement en ce qui a trait au territoire desservi pour le service d'information juridique. En effet, nous continuons à répondre aux citoyen·ne·s de la Mauricie, en plus des citoyen·ne·s de Nicolet et Bécancour.

02. Pour le service Info-Séparation :

Avec le service Info-Séparation qui a vu le jour en mars 2021, nous desservons de nouveau les citoyen·ne·s résidant au Centre-du-Québec, et ce, dès que leur questionnement juridique concerne une séparation ou un divorce. Nous avons fait le choix difficile en 2020 de limiter nos services à notre région principale de la Mauricie, vu l'important achalandage, mais le projet pilote ayant été déployé au niveau national, certaines régions orphelines ont été jumelées à des CJP existants. Avec le CJP du Centre-du-Québec qui ouvrira ses portes en 2023-2024 et les projets pilotes qui se terminent, les territoires et les services seront à redéfinir.

03. Pour le service Info-dossier petites créances :

En ce qui concerne le service Info-dossier petites créances, le CJP-Mau est également appelé à répondre aux citoyen·ne·s de la Mauricie et du Centre-du-Québec. Ainsi, toutes personnes impliquées dans un processus judiciaire concernant la division des petites créances et ayant un dossier dans un district judiciaire relevant de la Mauricie ou du Centre-du-Québec bénéficient désormais d'un appel afin de pouvoir profiter d'une rencontre avec un·e juriste pour répondre à leurs questions juridiques et/ou en lien avec la médiation. À noter que l'ensemble des districts judiciaires bénéficient de ce service, les dossiers des autres districts étant répartis entre les autres Centres de justice de proximité.

Et pour les régions non desservies?

Nous nous voyons tout de même obligés de refuser l'accès à nos services pour les citoyen·ne·s provenant d'une région non desservie par un CJP. Ces gens ont dû être redirigés ailleurs. Encore cette année, ce sont plus de 350 citoyen·ne·s pour lesquels nous avons dû chercher un autre service, un autre organisme, une autre association afin de pouvoir les aider un minimum. Même si nous ne pouvons pas offrir des services à ces citoyen·ne·s, il est important pour nous de pouvoir les outiller d'une certaine manière. Le CJP-Mau sait se faire rassurant auprès des citoyen·ne·s, même lorsqu'aucun service d'information juridique ne peut concrètement leur être donné. Après tout, un adulte, surtout d'un certain âge, c'est une personne qui sait se faire rassurante, même dans des situations qui échappent à son contrôle.



Service Info-juridique

Pour l'année 2022-2023, l'équipe du CJP-Mau a traité 1806 demandes de citoyen-ne-s à la recherche d'information et d'orientation. Le mois de juin fut le plus achalandé de l'année avec 205 rencontres d'information juridique offertes par une équipe équivalant à deux juristes à temps complet.

Nos rencontres ont continué d'être effectuées principalement par téléphone, mais une légère recrudescence de la demande pour notre service de consultation en personne se fait sentir. L'achalandage est très variable au niveau des citoyen-ne-s se présentant dans les locaux, ce qui génère parfois des enjeux de disponibilité au niveau des juristes lorsque plusieurs personnes se présentent à la fois.



L'option de la visioconférence, continue d'être disponible pour les citoyen-ne-s, mais demeure très impopulaire à ce jour pour le service d'information juridique.

Bien que le nombre de nos rencontres d'Information juridique puisse paraître en baisse, ce n'est pas réellement le cas, car une partie des rencontres se retrouvent dorénavant dans les statistiques du programme Info-Séparation. En effet, les rencontres en matière familiale qui touchent le divorce ou la séparation ne sont plus cataloguées en Information juridique. Globalement, le nombre de rencontres annuelles pour les trois services de consultation a augmenté passant de 2522 à 2661 l'an dernier.

Il faut cependant admettre que 2022-2023 fut une année difficile en terme de délais de retour d'appel pour le service d'Information juridique et nous sommes encore à ce jour à tenter de retrouver une meilleure cadence. En effet, alors qu'auparavant nous avions des délais d'au plus 72hrs, ceux-ci ont plutôt été autour de 5 à 7 jours ouvrables durant la dernière année.

« DANS LA VIE, RIEN N'EST À CRAINDRE, TOUT EST À COMPRENDRE. » - MARIE CURIE



Cela se traduit entre autres par le nombre de citoyen·ne·s pour qui une rencontre n'a pu avoir lieu puisque qu'ils-elles n'avaient plus besoin de nos services ou n'étaient tout simplement plus joignables. Ce nombre a pratiquement doublé dans la dernière année, passant de 388 à 759. Si on y ajoute les personnes provenant de régions non-desservies, celles qui ne se

sont pas présentées à leur rendez-vous ou encore qui ont été retournées, car nos services étaient complets pour la journée, on arrive à un total de 1185 citoyen·ne·s non-répondu·e·s pour 2022-2023 alors que ce nombre était de 774 l'an dernier. Toutes statistiques confondues, cela signifie donc que la demande pour nos services est en croissance, mais que notre capacité à traiter les appels diminue. Il faut dire que ces 1185 citoyen·ne·s n'ayant pas bénéficié de nos services ont quand même nécessité des interventions administratives qui contribuent à l'accroissement des délais. Les changements au niveau de l'équipe ainsi que des citoyen·ne·s en général un peu plus prenant·e·s sont également des facteurs non négligeables à prendre en compte dans cette situation. De ces constats, nous en ressortons fiers et malgré tout très satisfait·e·s de notre performance de la dernière année !

Selon le sondage de satisfaction piloté par le ministère de la Justice sur la qualité de nos services d'information juridique, 91,6% des citoyen·ne·s ayant bénéficié des services des CJP durant l'année 2022-2023 se sont déclarés satisfait·e·s des services reçus.

« Malgré les années qui passent, je considère que la mission des Centres de justice de proximité de promouvoir l'accès à la justice demeure nécessaire, pertinente et fait une réelle différence. En restant bien ancrés dans leurs valeurs, j'aime que les Centres évoluent et s'adaptent en ayant toujours au cœur de leurs priorités les citoyen·ne·s et leurs besoins. Cette année marque un peu comme le tournant d'une phase importante : la crise de la trentaine. Une ère de remises en question et de choix à faire, menant les Centres de justice à se redéfinir, à mettre le cap sur des idées innovantes et à enraciner davantage leur rôle comme acteurs essentiels d'un meilleur accès à la justice. Je suis fière de contribuer à la mission des Centres de justice qui, par des services de proximité, aspirent à une justice plus humaine. »



Me Mélanie Loignon
Juriste

Témoignages :

« MERCI BEAUCOUP DE VOTRE AIDE TRÈS PRÉCIEUSE. VOUS AVEZ AIDÉ À ORIENTER MES PENSÉES CORRECTEMENT AVEC UNE MEILLEURE COMPRÉHENSION ET AIDÉ À CONSIDÉRER DES PISTES DE SOLUTIONS ET À BAISSER MON NIVEAU D'ANXIÉTÉ. [...] »

«[...] JE TIENS À VOUS DIRE MERCI POUR VOTRE SUPPORT. LE CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ? QUELLE BELLE ALTERNATIVE! GRÂCE À VOUS, NON SEULEMENT LE DÉSENGORGEMENT DES TRIBUNAUX EST UNE EXCELLENTE CHOSE, MAIS LES DÉLAIS DE RÈGLEMENT S'EN TROUVENT ÉCOURTÉS, CE QUI EST BÉNÉFIQUE POUR LES 2 PARTIES. ENCORE UNE FOIS MERCI À VOUS, VOTRE AIDE FUT TRÈS APPRÉCIÉE. »

« L'AVOCATE A FAIT DES RECHERCHES ENCORE PLUS POUSSÉES QUE JE M'Y ATTENDAIS. »

« LA PERSONNE QUI A ÉTÉ DÉSIGNÉE POUR MON DOSSIER A VRAIMENT BIEN JOUÉ SON RÔLE, CAR ELLE M'A ACCOMPAGNÉE EN SUPPORTANT MA RÉFLEXION. EN AUCUN TEMPS, ELLE A PRIS POSITION, CE QUI AURAIT PU M'INFLUENCER. ELLE EST RESTÉE NEUTRE. »

« ÇA M'A PERMIS DE METTRE DE L'ORDRE DANS LES ÉTAPES À SUIVRE POUR AFFRONTER MON PROBLÈME. »

« LES PERSONNES ONT PRIS LE TEMPS DE COMPRENDRE MON PROBLÈME ET CLARIFIER LES TERMES LÉGAUX AVEC LESQUELS J'AI EU DE LA DIFFICULTÉ. BON TRAVAIL DE VULGARISATION ET D'INFORMATION. »

« RÉPONSES CLAIRES ET PRÉCISES ET RAPIDITÉ DES COURRIELS. MERCI ET SUIVI. WOW! »

« TRÈS SATISFAIT DU TEMPS DE RAPPEL ET J'AI REÇU DE TRÈS BONNES INFORMATIONS SUR UN SUJET DONT MA COMPRÉHENSION ÉTAIT MOINDRE. »

Info-Séparation

Cette année encore, les CJP ont assuré la continuité du Programme Info-Séparation à travers la province. Ce projet pilote mandaté par le ministère de la Justice du Québec en 2020 fait preuve de son succès avec l'annonce de son prolongement jusqu'en mars 2024. Ce sont 6622 rencontres qui ont eu lieu durant la dernière année en lien avec ce programme à travers le réseau des CJP. En Mauricie, ce sont **498 rencontres** qui ont été tenues.

Le service Info-Séparation... C'est quoi?

Le service Info-Séparation, c'est une rencontre individuelle avec un·e juriste qui permet aux citoyen·ne·s de recevoir à tout moment du processus de séparation :

- de l'information sur les différents moyens de résolution de conflits, notamment la médiation et de l'aide à évaluer s'il s'agit d'une option appropriée;
- de l'aide à la préparation pour le processus de, par exemple, la médiation;
- de l'information juridique personnalisée à sa situation;
- du soutien, de l'écoute et de l'orientation vers des ressources appropriées pour ses enjeux;

Envol du nouveau service

L'année 2022-2023 a été marquée par une évolution de l'offre de services qui a eu lieu au printemps 2022. Dès lors, la portée du service a été élargie afin d'inclure toutes les demandes relatives à une séparation, peu importe l'intérêt des personnes pour la médiation. Le Programme fait donc peau neuve en se présentant aux citoyen·e·s sous le nom Info-Séparation. Les efforts de communication de l'année suite à ces changements ont porté fruit et ont permis aux CJP de mieux se faire connaître.

Volet violence conjugale

Pendant l'année 2022-2023, Le Groupe de travail en violence conjugale des CJP et la coordonnatrice du Programme ont apporté de grands changements à l'approche à adopter avec les citoyen·ne·s concerné·e·s par la violence conjugale et familiale. Particulièrement, le Protocole en violence conjugale a été mis à jour par l'introduction d'un nouvel outil – La trousse d'outil en violence conjugale des CJP. Cette trousse contient d'ailleurs des formations à suivre, une approche à adopter, un outil de dépistage de la violence conjugale et un bottin des ressources provinciales en violence conjugale.



Me Claudia Verreault
Juriste

Info-Dossier petites créances

Rendre plus prévisibles les différentes étapes du processus judiciaire à la division des petites créances et répondre aux questions juridiques des gens, notamment en lien avec la médiation, voilà les objectifs du service Info-Dossier petites créances.

En effet, ce service permet aux citoyen·ne·s de partout à travers le Québec, dont le dossier est contesté à la Division des petites créances, d'obtenir de l'information juridique propre à leur situation par des juristes à l'écoute des besoins de chacun·e. Le service permet, entre autres, d'obtenir un accompagnement afin d'évaluer si la médiation est appropriée et, si tel est le cas, d'obtenir de l'aide pour amorcer la réflexion pour préparer une éventuelle médiation. Les rencontres sont d'une durée d'environ une heure.

Par ce service, les citoyen·ne·s bénéficient d'un accueil empathique, confidentiel, gratuit, sur-mesure et rempli de bienveillance permettant de poser toutes leurs questions dans le but d'avoir une vision plus claire de leur situation et des options qui s'offrent à elles-eux.

À l'aube de la « trentaine », le CJP de la Mauricie connaît toutefois une période de changement puisque le service Info-Dossier petites créances prendra fin dans les prochains mois. Ce projet-pilote ne sera donc pas renouvelé. C'est avec tristesse et déception que nous avons reçu la nouvelle puisque le CJP-Mau voyait, à travers ce service, la possibilité d'opérer un changement de mentalité et de permettre aux gens d'avoir les outils nécessaires pour considérer réellement les modes amiables de prévention et de règlement des différends. Toutefois, nous avons déjà hâte de voir comment se concrétisera notre engagement puisque la fin du service laissera certainement place à d'autres projets.

Voici en rafale quelques chiffres qui démontrent le succès que connaît ce service depuis son implantation en mai 2021 pour l'ensemble des Centres de justice de proximité au Québec :

- 14 500 personnes ont été contactées
- Plus de 8 000 rencontres ont été effectuées
- 40% des dossiers traités ont été assignés à un·e médiateur·rice (alors que seulement
- 19% des dossiers étaient assignés avant le début du service)

En Mauricie, plus précisément, ce sont plus de 350 rencontres qui ont été tenues par les juristes en 2022. En tout, ce sont 114 dossiers qui ont été assignés à un·e médiateur·rice et au total, plus de 570 personnes ont été contactées pour être conviées à venir poser leurs questions et faire part de leurs appréhensions quant aux prochaines étapes de leur dossier.

Nous en profitons pour remercier les citoyen·ne·s qui ont pris le temps de nous adresser que le service les a aidé. En effet, plusieurs ont nommé que ça leur a permis de mieux comprendre les prochaines étapes et de mieux gérer leur stress face à l'inconnu.



Me Marie Allard
Coordonnatrice par intérim
et juriste

« J'ai été plus qu'heureuse de contribuer à ce service. Entrer en communication avec des gens pour leur vulgariser le droit et susciter leur intérêt pour le règlement des différends à l'amiable, c'est un mariage parfait des passions qui m'animent. J'ai la certitude que j'ai aidé plusieurs citoyen·ne·s à travers ce service et plusieurs m'ont fait savoir leur reconnaissance. Les citoyen·ne·s m'ont également permis d'être encore plus consciente de leur état d'esprit et de ce qui les inquiètent par rapport au processus judiciaire.

Également, j'ai pu tester l'impact d'une réelle écoute empathique afin de susciter une ouverture à d'autres méthodes de résolution des différends. J'avais déjà lu et entendu parler du pouvoir de l'empathie, mais de pouvoir le tester d'une façon aussi concrète avec les citoyen·ne·s, c'est très formateur.

Finalement, offrir le service Info-Dossier petites créances m'a également permis d'être encore plus sensibilisée à l'enjeu et aux risques du déséquilibre pouvant exister entre les participant·e·s en médiation. Peu importe le contexte, il est primordial de garder en tête que la médiation est une solution avantageuse dans la majorité des cas, mais que certaines situations ne s'y prêteront jamais dans le but de préserver la sécurité des participant·e·s.

Bref, je suis reconnaissante d'avoir pu mettre à profit mon expertise juridique dans un contexte où l'objectif était de permettre aux gens de connaître l'ensemble des options qui s'offrent à elles·eux et de remplir leur obligation de considérer réellement le recours aux modes privés de prévention et de règlement des différends. »

Finalement, nous aimerions compléter cette section du rapport en adressant un gros « Bravo! » à toutes les personnes qui ont eu le courage de s'ouvrir à une méthode qui leur était pour la plupart inconnue et d'avoir plongé dans le processus de règlement à l'amiable des différends ainsi que de s'être informées de leurs droits !

« L'ÉDUCATION EST L'ARME LA PLUS PUISSANTE POUR CHANGER LE MONDE. » – NELSON MANDELA

Séances d'information

Depuis le 1er avril 2022, nous avons eu la chance de donner pas moins de 45 séances d'information à 601 citoyen·ne·s ! La levée des différentes mesures sanitaires des années précédentes et la reprise des activités dans de nombreux organismes partenaire a amené une grande demande de séances dans la dernière année.

Séances dans les organismes

Bien que nous nous réjouissons de la popularité de nos séances auprès des organismes et que nous avons participé à de supers événements en 2022-2023, il y a quand même 7 séances qui ont dû être annulées par manque d'inscriptions dans la dernière année. Par ailleurs, plusieurs séances ont été tenues alors qu'elles n'atteignaient pas le nombre d'inscription visé. Nous avons revu notre offre de service afin de mieux expliciter aux intervenant·e·s les raisons nous poussant à exiger un nombre d'inscription minimal ainsi que les frais de pénalité en cas de non respect. En effet, le montant n'étant pas si élevé, certains organismes ne voyaient pas de réel enjeu à le payer. Nous serons donc plus exigeants dans la prochaine année quant aux nombres de personnes à respecter, à l'imposition de pénalités et nous confirmerons la tenue de la séance une semaine à l'avance afin de limiter les pertes de temps et de permettre aux juristes de mieux organiser leur horaire en conséquence.



Sur une note plus positive, nous avons été interpellé afin de concevoir une séance sur les nouvelles dispositions en matière de protection des renseignements personnels (L25) qui pourra être offerte dès l'an prochain et l'engouement des organismes est très positifs. Nous avons également pu élargir notre offre de séance à de nouveaux publics dans la dernière année, dont les prévenus et détenus de l'établissement de détention de Trois-Rivières ainsi que des écoles secondaires de la région de Nicolet.



Séance d'information sur les protections en cas d'inaptitude offerte aux membres de l'Association des proches aidants de l'Énergie.

NOUS VENONS VOUS REMERCIER ET MENTIONNER QUE NOUS AVONS FORT APPRÉCIÉ LA PRÉSENTATION DONNÉE [...]. SES INFORMATIONS ÉTAIENT BIEN VULGARISÉES ET TRÈS PERTINENTES POUR NOS PARTICIPANTS AINSI QUE POUR L'ÉQUIPE DE TRAVAIL. VOTRE ORGANISME FUT UNE MARQUANTE DÉCOUVERTE POUR NOUS. [...]

JE TROUVE QUE LES SERVICES ET LES FORMATIONS DU CJP DE LA MAURICIE SONT EXCELLENTS. À CHAQUE FOIS QUE J'AI FAIT APPEL À VOUS, MES ATTENTES ONT ÉTÉ COMBLÉES.

Séances virtuelles mensuelles

Comme nous l'avons fait l'an dernier, nous avons également prévu un calendrier annuel pour nos séances d'information dites « grand public ». Ces séances sont offertes une fois par mois, à compter de 18h, et touchent nos sujets les plus en demande (familial, logement, trouble de voisinage, etc.). Cette année, nous avons retiré l'étape de l'inscription et publié d'emblée le lien de connexion pour ces séances virtuelles. En effet, la gestion des inscriptions nous faisait perdre énormément de temps et n'apportait très peu, sinon aucun gain, puisque près de la moitié des gens ne se présentaient pas, malgré leur inscription, ce qui ne nous permettait pas plus d'annuler les séances en temps opportun. Par ailleurs, plusieurs personnes oubliaient de s'inscrire ce qui occasionnait de nombreux courriels dans la demi-heure précédent ou suivant le début de la rencontre. Malgré cette amélioration, notre constat de la dernière année est que ce type d'évènement virtuel, qui fut fort populaire durant la pandémie, s'essouffle peu à peu en popularité et ce constat est partagé par les autres CJP. Nous avons donc fait le choix de terminer notre calendrier, lequel était déjà annoncé, mais par la suite, nous ne participerons qu'à l'offre de séances nationales des CJP, soit en petites créances et en familial, pour ce qui est des séances « grands publics ».

Séances d'information dans les palais de justice

En 2018, lorsque le CJP-Mau fut implanté, la grande majorité des CJP offraient des séances d'information en matière de petites créances dans les palais de justice (ou bibliothèques) si bien que le site du ministère de la Justice référerait au CJP pour ce service. Puisque le service en Mauricie était déjà offert par le Jeune Barreau de la Mauricie et la mission des CJP étant de travailler en collaboration avec les ressources existantes, il fut décidé que le CJP-Mau n'offrirait pas ce service. Avec le temps le Jeune Barreau n'a plus été en mesure d'offrir ce service et plusieurs intervenant·e·s (greffe, juges, Barreau) ont nommé le besoin de tenir ce type de séances pour les citoyen·ne·s. Considérant ces demandes, la popularité passée de ces séances et en tenant compte de la fin des mesures sanitaires, le CJP-Mau a organisé deux séances tests au palais de justice de Trois-Rivières en mars 2023. Une première sur l'exécution des jugements en collaboration avec une étude d'huissiers locale et une seconde sur les petites créances. Aucun effort ne fut épargné afin de promouvoir ces séances, et ce, dans une panoplie de médias (Facebook, journaux, radio communautaire, affiches, courriels, etc.). Malgré tout, la première séance a dû être annulée vu un trop faible nombre d'inscriptions et la seconde a été tenue considérant un nombre acceptable d'inscriptions, mais malheureusement seulement deux personnes se sont présentées. L'offre de séances en matière de petites créances sera donc maintenue en virtuel, tel que mentionné dans la section précédente, mais nous ne prévoyons pas retenter l'expérience dans les palais pour l'offre de séances.

Juristes conférencier·e·s en réseau

Étant néanmoins un des CJP recevant le plus de demandes en terme de séances d'information dans les organismes et nos juristes étant fort occupé·e·s par les différents services, nous avons fait le choix de déployer le programme de Juriste conférencier·e en réseau au cours de la prochaine année. Ce programme vise à recruter des médiateur·rice·s bénévoles afin qu'ils·elles puissent offrir nos séances dans les organismes. Nous en sommes à finaliser la consolidation des nouvelles mesures mentionnées ci-haut et à la création des outils de travail, et ce, afin de nous assurer d'un déploiement des plus efficaces. Soyez attentifs et attentives, vous devriez voir des annonces à ce sujet dans les prochaines semaines.

Conclusion

Bref, la participation citoyenne n'a pas été au rendez-vous cette année, mais pas seulement pour nos activités, puisque nos partenaires se font les mêmes constats au regard de la participation à leurs activités. Cela dit, offrir ce service aux citoyen·ne·s s'inscrit directement dans notre mission de favoriser l'accès à la justice pour tou·te·s. Les juristes apprécient offrir ce service qui leur donne l'occasion d'aider les gens, mais aussi de rencontrer des individus curieux et soucieux de faire les choses correctement. Ce service nous sert également d'assise dans nos relations avec les partenaires en les appuyant dans leurs activités, en leur offrant nos séances et en les adaptant à leurs besoins spécifiques. Sachant cela, il nous faut maintenant accueillir les changements que nous avons vu s'installer dans la dernière année et accepter qu'ils sont peut-être là pour rester. Tout comme la « crise » de la trentaine, voilà le temps de faire le point entre ce que nous offrions par le passé, ce que nous aurions voulu offrir et ce que les citoyen·ne·s veulent réellement.



Projets et collaborations

VOXPOP

Les juristes du CJP-Mau ont récidivé cette année avec l'animation d'un Voxpop estival. Nous remercions encore une fois la Gazette de la Mauricie de nous avoir rendu disponible son équipement pour l'enregistrement de nos Voxpop. Les gens présents au Centre-Ville ont pu tester leurs connaissances et en apprendre davantage sur l'organisme, en plus de se voir mériter un cadeau pour leur participation. Ce sont notamment des crayons, des pop-its et des pailles réutilisables qui ont été offerts aux citoyen·ne·s pour les remercier de s'être prêt·e·s au jeu. Cette approche ludique d'informer les gens est une manière supplémentaire de remplir notre mission d'accès à la justice! Avec la levée des mesures sanitaires, nous envisageons reproduire l'expérience dans d'autres lieux publics par exemple des centres commerciaux de la région.



Trousse anti-troll avec la Police de Trois-Rivières



Le service de Police de Trois-Rivières a lancé, en février 2022, une trousse de renseignements et d'outils en lien avec la cyberintimidation. Le CJP-Mau a eu l'occasion de collaborer à ce projet par le biais d'un dépliant sur les recours civils possibles dans ces circonstances, notamment en matière de diffamation. La popularité de l'outil lui a valu d'être repris par différents corps de police de la province, l'outil a donc été adapté au logo et au nom du réseau du CJP afin de permettre son exportation. D'autres bonnes nouvelles ont été annoncées dernièrement pour ce projet, suivez nos réseaux sociaux pour en apprendre davantage !

Clic Aînés - Table abus aînés Mauricie

Marie a rédigé un article d'information juridique sur les baux en résidence privée pour aînés que la Table action abus aînés Mauricie a pu insérer dans l'édition de novembre 2022 de son journal Clic aînés adressé à ses membres ainsi qu'au aîné·e·s de la Mauricie. Membre de la Table depuis quelques années déjà, le CJP-Mau est heureux de pouvoir collaborer aux différentes initiatives des organismes partenaires dans un objectif d'une meilleure éducation juridique des citoyen·ne·s.



Annie Normandin - Intervenante familiale - Live Facebook

Nous avons maintenu, cette année encore, notre collaboration avec Annie Normandin Intervenante Familiale, non pas cette fois dans le cadre d'un balado, mais plutôt d'un Live Facebook visant à expliquer aux parents ce qu'ils-elles peuvent prévoir advenant leur inaptitude ou leur décès en lien avec leurs enfants.



Balados Contacts



Animée par Catherine Brunet et Pier-Luc Funk, la série balado Contacts : une étape à la fois, qui est un projet réalisé par le réseau des CJP, éclaire sur la notion de consentement et le processus de plainte en cas de violence à caractère sexuel chez les ados. Les 9 épisodes font maintenant partie des contenus proposés aux parents, à leurs enfants et leurs ados via la nouvelle collection Oh! Enfants à bord lancée par Radio-Canada OHdio. C'est avec beaucoup de reconnaissance et de fierté que nous nous joignons aux expert.e.s et ressources de cette plateforme afin de soutenir et d'outiller les familles et les ados du Québec dans leur réalité.



De gauche à droite, Marie-Ève Ellefsen et Francis Corbeil-Savage de l'équipe Roméo et Fils, Catherine Brunet et Pier-Luc Funk nos animateurs, Éric Santerre et Alexandre Feydri de l'équipe de Tök Communications. Crédit photo : Yannick Khong

De plus, le balado est en nomination aux PRIX NUMIX dans la catégorie Impact social. Depuis 2010, les PRIX NUMIX récompensent l'excellence des contenus numériques du Québec. La Mention impact social vise à souligner un projet, un événement ou une initiative qui génère un impact positif dans la communauté, démontre un engagement envers l'écoresponsabilité et l'environnement, ou provoque des retombées concrètes sur la société en général. Le.la lauréat.e de cette catégorie sera déterminé.e suite à un vote du public le 31 mai 2023. Les Centres de justice de proximité sont très fiers de cette nomination!

Jurijase

Ce moment collaboratif entre les juristes de l'ensemble du réseau s'est poursuivi pour une troisième année consécutive. Ce forum permet aux juristes de discuter d'un sujet prédéterminé et de partager des trucs et des astuces variés.



Rayonnement

Représentation et réseautage

Dans un but de toujours faire connaître davantage le CJP-Mau aux organismes et citoyen-ne-s de la région, nous avons participé notamment aux événements suivants :

- Assemblée générale annuelle – Barreau de la Mauricie
- Assemblée générale annuelle – Équijustice Trois-Rivières
- Assemblée générale annuelle – Équijustice Haut St-Maurice
- Assemblée générale annuelle – Table Action Abus Aînés Mauricie
- Activité de réseautage – CDC Trois-Rivières (cabane à sucre)
- Activité de réseautage – CDC Shawinigan (nouvelles directions)
- Activité de réseautage – CDC Haut St-Maurice (dîner de Noël)
- Activité de réflexion - CDC Shawinigan - Le communautaire, toujours aussi allumé!
- Activité de réflexion - Forum des cliniques juridiques par Justice Pro Bono
- Rentrée judiciaire - Barreau de la Mauricie

Tables de concertation et autres comités

Pour rester à l'affût des nouveautés et pouvoir participer à des discussions pertinentes, le CJP-Mau a maintenu sa participation à différentes tables de concertation et autres comités, notamment :

- Table Aînée - CIUSSS + Ville de Trois-Rivières + CDC Trois-Rivières
- Table Action Abus Aînés Mauricie
- Comité aviseur de JuridIQC par SOQUIJ
- Comité aviseur de la Fondation du Barreau du Québec (projets jeunesse)
- Table sociojudiciaire de Trois-Rivières

Comités Inter-CJP

Balados - Contacts

Dans le cadre de la série de balados des Centres de justice de proximité «Contacts : une étape à la fois» (animée par Catherine Brunet et Pier-Luc Funk), Sandy a contribué, en collaboration avec d'autres juristes du réseau, à l'élaboration d'une formation visant à informer et sensibiliser les adolescent·e·s de 12 ans à 17 ans sur différents aspects des violences à caractère sexuel et sur le processus judiciaire d'une plainte au criminel.

Séances d'info nationales

Marie s'est, pour sa part, impliquée dans le comité des séances d'information nationales lequel vise à uniformiser et coordonner l'offre de séances virtuelles au niveau provincial. Deux grands thèmes furent retenus soit les petites créances et le droit familial. Les séances en petites créances auront lieu tous les 3e mardis du mois incluant parfois la présence d'un·e juge de la Cour du Québec et les séances familiales seront quant à elles tous les 3e mercredi du mois. Le contenu fut coordonné pour une raison d'uniformité et des modes de collaboration furent adoptés.

PRD

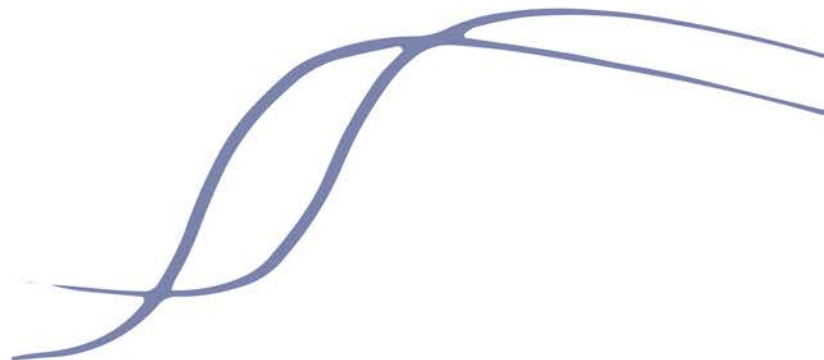
Marie s'est également impliquée sur un comité avec la responsable des PRD et d'autres juristes du réseau afin de construire des outils de promotion des PRD, lesquels permettront de réaffirmer le rôle de leader des CJP en la matière.

Violence conjugale

Claudia et Jade se sont impliquées dans le groupe de travail «Violence conjugale». Il s'agit d'un sujet avec lequel les juristes et adjoint·e·s des différents centres doivent composer régulièrement dans le cadre de leurs rencontres. Le mandat principal du comité est de réviser et de créer des outils pour épauler les juristes dans leurs interactions.

Comités de direction

Durant la dernière année et malgré son congé de maternité, Andréanne a également maintenu ses implications au sein de différents comités des directions des CJP notamment les comités statistiques, coordination, planification stratégique et, évidemment, technologies de l'information (TI). Heureusement, l'arrivée de Karima au sein du réseau a permis à Andréanne de délaissier de nombreuses tâches de gestion des outils informatiques pour se recentrer sur ses tâches de gestion. Espérons que les CJP pourront obtenir d'autres ressources globales du genre dans les années à venir afin de soutenir la croissance fleurissante du réseau des CJP.





Cafés-rencontres

C'est, notamment, par les cafés-rencontres que le CJP-Mau crée des liens sur le territoire. Ainsi, cette année, nous avons, entre autres, été à la rencontre du personnel de la Ville de Trois-Rivières (311) ainsi que des policiers et policières de la Ville de Trois-Rivières.

Aussi, nous avons à nouveau été invité·e·s au Cégep de Trois-Rivières les 4 et 7 octobre derniers pour présenter nos services et notre mission à 54 étudiant·e·s suivant leurs cours en techniques policières.

2022-05-02	Corps de police - Ville de Trois-Rivières	Trois-Rivières
2022-05-03	Corps de police - Ville de Trois-Rivières	Trois-Rivières
2022-05-09	Corps de police - Ville de Trois-Rivières	Trois-Rivières
2022-05-10	Corps de police - Ville de Trois-Rivières	Trois-Rivières
2022-05-16	Corps de police - Ville de Trois-Rivières	Trois-Rivières
2022-05-24	Corps de police - Ville de Trois-Rivières	Trois-Rivières
2022-05-30	Corps de police - Ville de Trois-Rivières	Trois-Rivières
2022-09-29	Service 311 - Ville de Trois-Rivières	Virtuel
2022-09-29	Service 311 - Ville de Trois-Rivières	Virtuel
2022-10-04	Cégep de Trois-Rivières - Étudiants en techniques policières	Trois-Rivières
2022-10-07	Cégep de Trois-Rivières - Étudiants en techniques policières	Trois-Rivières
2022-11-17	Équijustice Nicolet-Yamaska-Bécancour	Nicolet

Salons

Le CJP-Mau a poursuivi sa tradition d'être présent au Salon des ressources en soutien à domicile qui aura de nouveau pu se tenir en présentiel cette année. Ainsi, fraîchement revenue de congé de maternité, ce n'est pas un ou deux salons que notre chère Directrice aura parcouru, mais bien cinq, soit dans Trois-Rivières, Shawinigan, Mékinac, Des Chenaux et Maskinongé. Conciliation travail - famille oblige, voilà que Léo aura représenté également le CJP-Mau, non pas une fois, mais deux fois à l'occasion de ces salons.

Marie a, quant à elle, participé à une activité de réseautage virtuelle avec les étudiant·e·s en droit de l'Université d'Ottawa.

Enfin, Andréanne et Rosalie, étudiante coopérative, se sont rendues à l'Université de Sherbrooke à l'occasion du Carrefour étudiant pour présenter aux étudiant·e·s les possibilités de stage et d'activités cliniques au sein de l'organisme.



Communications

Infolettre

Entre le congé de maternité de la direction, l'absence d'un·e adjoint·e de mars à août et les programmes en transition, nous avons fait le choix éditorial de ne pas transmettre d'infolettre dans la dernière année. Nous avons choisi de nous concentrer sur les médias sociaux.



Facebook - page de la Mauricie



C'est maintenant 1 193 abonnés qui nous suivent ! Nous avons maintenu notre présence sur Facebook afin de partager différents contenus :

- capsules d'information juridique (ex: des vrais ou faux);
- concours afin de souligner l'atteinte de nos 1 000 abonné·e·s;
- faire connaître nos collaborations (ballados, trousse anti-troll);
- des publications de proximité afin de susciter un sentiment d'appartenance auprès des membres de notre page (par exemple sur le quotidien de l'équipe).

Couverture médiatique

Voici les différentes activités publicitaires ayant eu lieu au cours de l'année 2022-2023 :

- publicités Facebook relatives aux services offerts ciblant les régions de Shawinigan et de La Tuque;
- mise à jour des photos corporatives de l'organisme;
- publicités Facebook relative aux séances d'information virtuelles du CJP-Mau;
- campagne publicitaire Facebook pour Info-Séparation du 21 octobre au 12 décembre 2022 et du 5 janvier au 2 février 2023 ciblant les femmes de 25 à 50 ans séparées ou divorcées avec des enfants de moins de 18 ans qui ont déjà participé à des événements Facebook.



Considérant le fort achalandage et les délais de retour d'appel que nous avons eus dans la dernière année en information juridique, nous avons fait le choix de limiter nos publicités ciblant la Mauricie. Un plan directeur des communications nationales étant en voie d'être adopté, nous évaluerons dans la prochaine année le financement des initiatives communicationnelles nationales.

Lac-à-l'épaule

À la fin de l'année financière, l'équipe et le CA du CJP-Mau ont eu le plaisir de se réunir dans un lieu enchanteur, soit le 2800 du Parc à St-Jean-des-Piles en Mauricie, afin de tenir leur tout premier Lac-à-l'épaule. Cette activité s'inscrivait dans le cadre d'une réflexion stratégique du réseau des CJP. Ce fut le théâtre de beaux échanges et aura permis de consolider les liens des membres du CJP en plus d'être l'occasion pour plusieurs de se rencontrer en chair et en os pour la première fois. Cette journée fut animée de main de maître par Véronique Houle de la firme Pair. La planification 2023-2028 du réseau des CJP devrait être adoptée à la fin du mois de mai 2023.



« LES IDÉES AUDACIEUSES SONT COMME LES PIÈCES QU'ON DÉPLACE SUR UN ÉCHIQUIER : ON RISQUE DE LES PERDRE MAIS ELLES PEUVENT AUSSI ÊTRE L'AMORCE D'UNE STRATÉGIE GAGNANTE. » - JOHANN WOLFGANG VON GOETHE

Responsable des technologies de l'information

Karima a rejoint le Réseau national des CJP le 9 janvier 2023 en tant que Responsable des technologies de l'information (RTI).

Son mandat consiste à offrir de l'aide et du soutien technique à l'ensemble des CJP en matière de gestion de logiciels informatiques. Elle gère principalement la suite Microsoft 365 et l'environnement Azur AD, le logiciel de gestion de la relation client ADA, l'application de communication Workplace ainsi que le site Web des CJP et les différents compte Google AdGrants (en l'absence d'une ressource nationale pour les communications).

Depuis son arrivé en poste, elle a offert de l'assistance technique à plusieurs employé·e·s, automatisé et simplifié certains processus de collaboration entre les équipes, mis en place une stratégie de cybersécurité de base et réalisé un sondage de satisfaction à propos d'ADA.

En plus, elle a fait un grand ménage lié à l'attribution des licences Office 365 ce qui a permis aux CJP de récupérer plus de 30 licences E2 et 5 licences E3. Ce ménage aide aussi à renforcer la sécurité des données, car il a aidé à identifier les utilisateur·rice·s qui ne devraient plus avoir accès au système.

Toujours dans l'environnement MS 365, Karima assure les différentes extractions de rapports dans Power BI ce qui aide les différentes directions à garder un œil sur leurs statistiques et pouvoir corriger les erreurs, s'il y en a.

Finalement, elle a créé une structure SharePoint qui permet de partager facilement des documents avec la DDAJ.

Elle travaille actuellement, avec l'aide du comité TI, sur le projet de refonte, voire de remplacement, de la plateforme ADA. Karima envisage aussi de mettre en place un programme de formation MS 365, à l'interne, qu'elle commencera à offrir aux employé·e·s à partir du mois de juin 2023.

Pour en savoir plus sur le parcours professionnel de Karima, consultez son Profil LinkedIn.

« PARTEZ DANS LE VENT, SUIVEZ VOTRE RÊVE, PARTEZ À L'INSTANT, LA JEUNESSE EST BRÈVE ! » - MAURICE CARÈME



Karima Djaiz
Responsable TI

Remerciements

Le CJP-Mau tient à remercier le ministère de la Justice du Québec pour le financement de ses activités au cours de l'année 2022-2023, ainsi que toute l'équipe de la Direction du développement de l'accès à la justice (DDAJ) pour leur appui dans la réalisation de notre mission. Merci d'offrir aux citoyen-ne-s de la Mauricie et du Centre-du-Québec un service qui fait une réelle différence dans leur quotidien!

Merci également à Service Canada et à la Fédération des Chambres de commerce du Québec de nous soutenir financièrement afin de nous permettre d'avoir des stagiaires en soutien toute l'année durant.

Il est aussi important pour nous de remercier les ressources nationales du réseau des CJP, soit :

- Marianne Leane-Welt, Me Joanie Gallant, Me Vanessa Drolet et Me Valérie Campanelli, coordonnatrices aux services Info-Séparation et Info-dossier petites créances;
- Karima Djaiz, responsable des technologies de l'information (RTI)
- Me Sylvie Da Rocha, responsable nationale des modes de prévention et de règlement des différends (PRD);

Enfin, un merci tout spécial aux organismes et partenaires qui accordent leur confiance au CJP-Mau depuis bientôt 5 ans. Nous sommes fort-e-s de nos collaborations !

Financé par

Justice
Québec 

Accueillez
un 
stagiaire

Canada 



ANNEXE 1

Statistiques 2022-2023

Info-Juridique



1806
rencontres en
information juridique



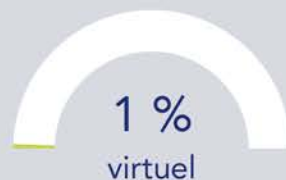
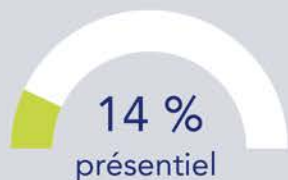
1498
citoyen·ne·s rencontré·e·s à
travers ces rencontres



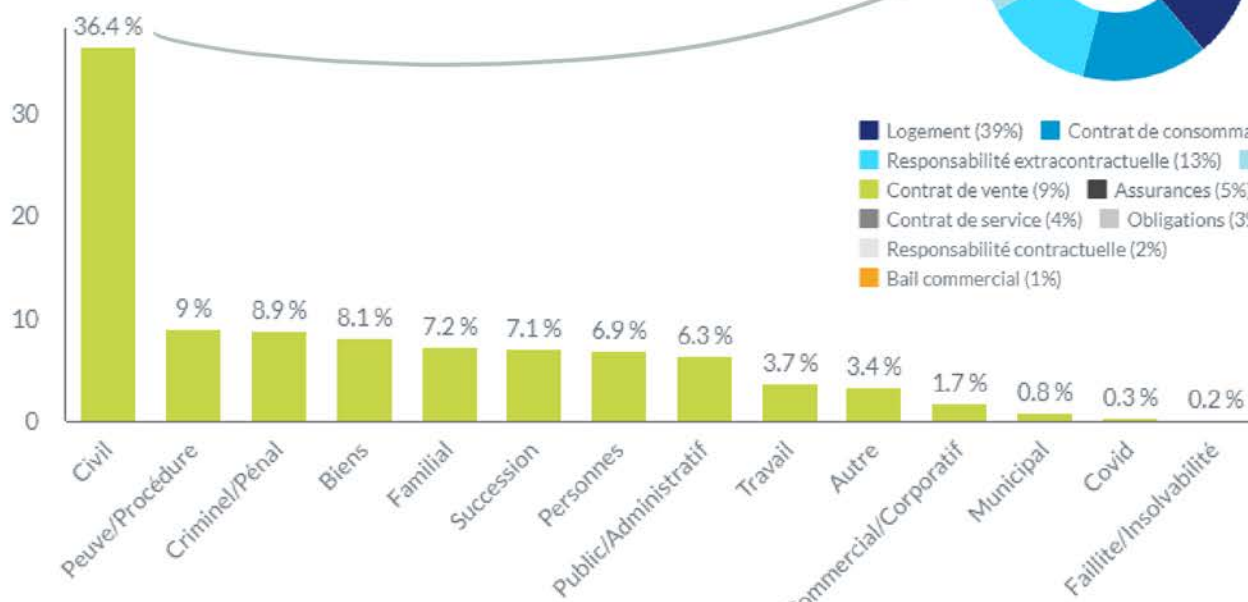
601
participant·e·s aux
séances d'information



45
séances d'information



Domaines de consultation



Info-Séparation



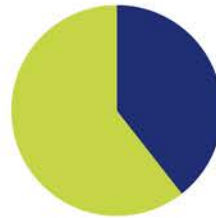
421
dossiers ouverts
pour un total de



16.86 %
des dossiers en
violence conjugale



498
rencontres avec
un-e juriste, incluant



39.43 %
des dossiers pour des
couples avec enfants en
commun à charge



432
citoyen·ne·s
rencontré·e·s



20.09 %
des dossiers étaient
judiciarisés



Éléments abordés durant les rencontres



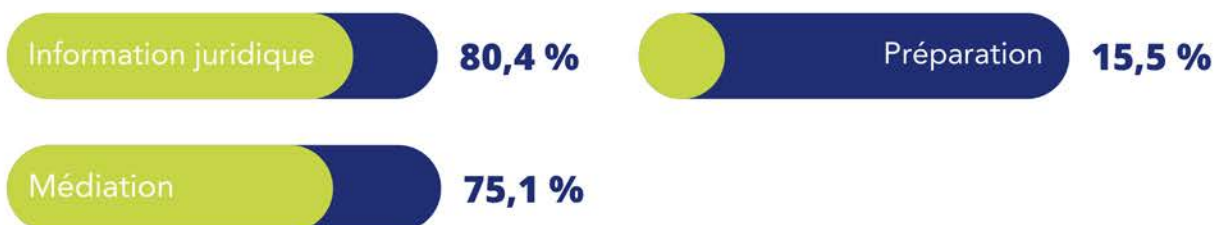
Info-Dossiers petites créances



Les parties sont plus nombreuses à vouloir tenter la médiation suite à la prémédiation, tant les demandeurs (64%) que les défendeurs (32%). C'est près de 40% des demandeurs qui ont changé d'avis quant à la médiation et un peu plus de 25% des défendeurs. (Données réseau)



Éléments abordés durant les rencontres



Tous services confondus



2661
rencontres avec
un·e juriste, incluant



2335
citoyen·ne·s
rencontré·e·s



553
Participant·e·s aux
autres activités (ex.
café-rencontre)



370
citoyen·ne·s n'avaient
plus besoin de nos
services lors du retour
d'appel.



243
citoyen·ne·s nous ayant
contacté provenant d'une
région non desservie par
un CJP



105
appels où de l'information
générale quant aux services
offerts ont été faits



389
citoyen·ne·s non-rejoint·e·s
après 2 tentatives

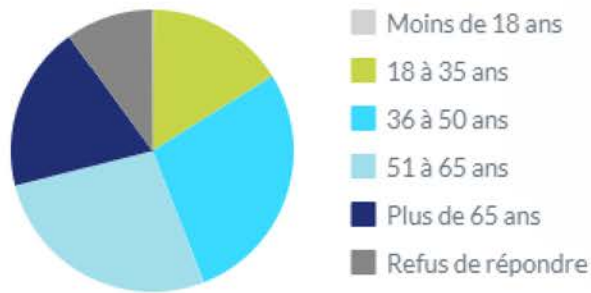


155
retourné·e·s

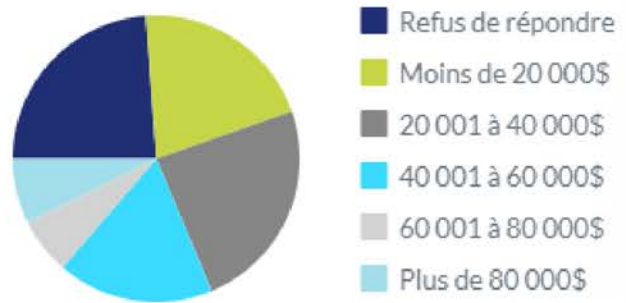
Évolution de la demande pour les services du CJP-Mau :



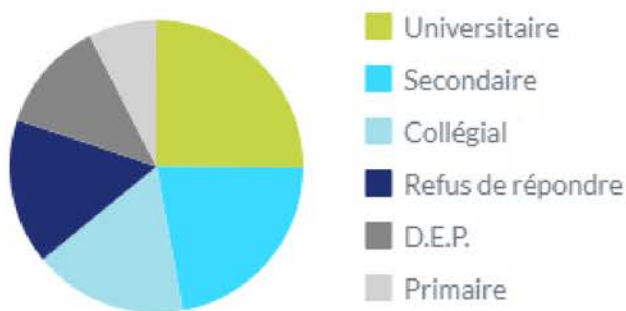
Âge des citoyen-ne-s



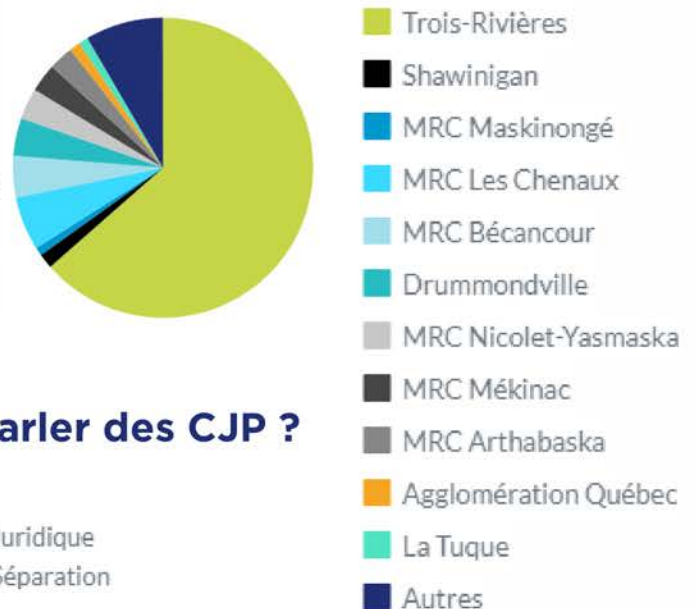
Revenus des citoyen-ne-s



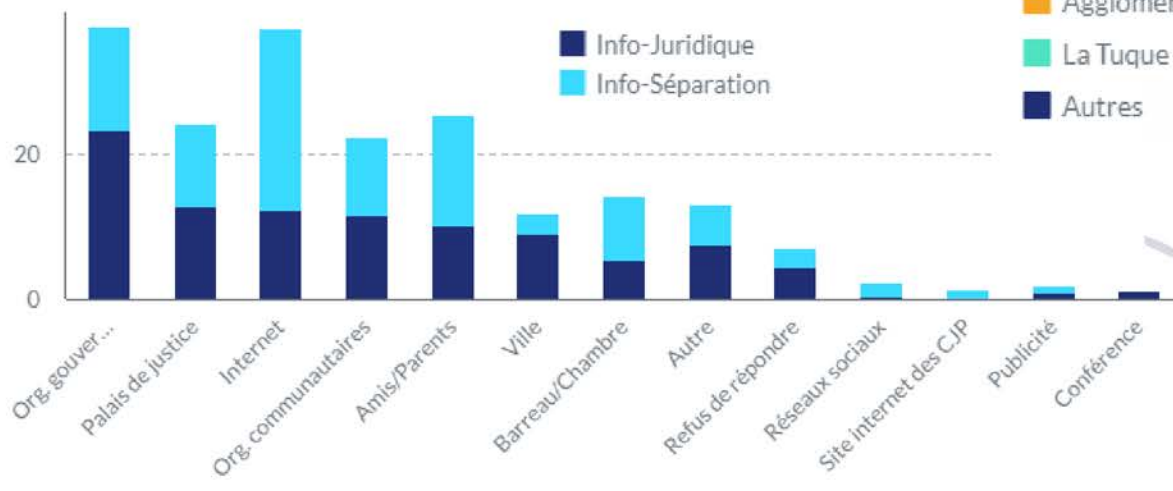
Scolarité des citoyen-ne-s



Provenance des citoyen-ne-s



Comment avez-vous entendu parler des CJP ?



Langue de la rencontre



Info-Dossier petites créances étant alimenté à 100% par les palais de justice, il était peu pertinent de l'illustrer au côté des autres programmes.



ANNEXE 2

Formations suivies



Formations suivies

Les différents membres de l'équipe du CJP-Mau ont suivi des formations au cours de l'année afin de parfaire et de maintenir leurs connaissances juridiques, mais également pour améliorer leur gestion de la clientèle et de ses besoins. Par ailleurs, nos avocat·e·s ont l'obligation de suivre 30 heures de formation continue par période de référence (2 ans). De ces heures, nos avocates accréditées à titre de médiatrices doivent suivre 10 heures en matières liées aux PRD.

- Le trauma vicariant et la fatigue de compassion
 - Stratégies de communication en prémédiation
 - Agir en sentinelle pour la prévention du suicide
 - Rôle du juriste en prémédiation familiale
 - Auteurs de violence et hommes victimes
 - Levée du secret professionnel
 - La violence conjugale en milieu de travail
 - Présentation sur les nouvelles obligations LAPVIC
 - Rencontre de réflexions stratégiques - Accès au numérique
 - Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire
 - Jurisprudence marquante en droit de la famille 2020-2021
 - Particularités entourant les pensions alimentaires pour enfants mineurs et majeurs
 - Comment accompagner un client en médiation familiale
 - La réforme de la Loi sur le divorce
 - Les compétences relativement aux soins de santé en jeunesse
 - Outil pour le praticien : De l'ordonnance de sauvegarde au procès
 - Les autorisations judiciaires, astuces et modèles
- 
- 

Formations suivies (suite)

- Comment contester un ticket de vitesse ou un de cellulaire
- Comment accompagner un client en médiation familiale
- La conférence de règlement à l'amiable et le remords du lendemain
- La compétence de la Cour supérieure et de la Cour du Québec relativement aux soins de santé en jeunesse
- Les amendements de la LPJ : Les retombées de la Commission Laurent
- Récentes modifications de la loi sur la protection de la jeunesse
- Les personnalités difficiles : les reconnaître et les gérer
- Ergonomie au bureau et en télétravail
- L'obligation de considérer les modes de prévention des règlements des différends (PRD) : qu'en est-il?
- L'action civile pour les victimes de violence
- La protection des renseignements personnels (L25)
- L'outil d'aide au divorce conjoint de JuridiQC

Saviez-vous que les heures liées à la préparation de séances d'information et à la rédaction peuvent être également créditées auprès des ordres professionnels à titre de formation continue ? Certains de nos juristes enseignent en surplus en techniques juridiques et à l'école du Barreau... Il est donc rare que nos juristes se limitent au minimum requis, leur nature curieuse ne leur permettrait sans doute pas de toute façon !



ANNEXE 3

Séances offertes

Séances offertes

Date	Titre	Lieu-format	Formule
2022-04-13	La responsabilité civile des proches aidants	Hybride - St-Grégoire	APPABNY
2022-04-20	Vos droits en tant que grands-parents	Virtuel	Grand-public
2022-05-03	Les ados, les sextos et la loi	Trois-Rivières	Collège de l'Horizon
2022-05-25	Les troubles de voisinage	Virtuel	Virtuel
2022-05-26	Prévoir vos soins de santé (Éducaloi)	Trois-Rivières	Regroupement des aidants naturels de Trois-Rivières
2022-06-09	Prévoir vos soins de santé (Éducaloi)	Trois-Rivières	Regroupement des aidants naturels de Trois-Rivières
2022-06-22	La vie privée sur les réseaux sociaux	Virtuel	Grand-public
2022-07-07	Le droit pour les nuls et les testaments	Nicolet	Centre d'éducation des adultes de Nicolet
2022-07-07	Prévoir vos soins de santé (Éducaloi)	Trois-Rivières	Regroupement des aidants naturels de Trois-Rivières
2022-07-28	Votre emploi, vos droits	Trois-Rivières	SIER
2022-09-07	Prévoir vos soins de santé (Éducaloi)	Virtuel	Éducaloi
2022-09-13	Le harcèlement psychologique au travail	Trois-Rivières	SRAADD
2022-09-21	Conjoints de faits versus mariage	Virtuel	Grand-public
2022-10-04	Prévoir vos soins de santé (Éducaloi)	Virtuel	Éducaloi
2022-10-11	Reconnaître, prévenir et faire face au harcèlement sexuel	Trois-Rivières	SRAADD
2022-10-13	Votre emploi, vos droits	Trois-Rivières	SIER
2022-11-03	Le décès et l'inaptitude en tant que parents	Facebook Live	Annie Normandin, intervenante familiale
2022-11-04	Présentation de nos services et des problématiques liées à l'inaptitude	Trois-Rivières	Techniques de travail social
2022-11-04	Droit pour les nuls	Trois-Rivières	AQDR
2022-11-08	Le droit en regard de la santé mentale	Trois-Rivières	SRAADD
2022-11-10	Conjoints de faits versus mariage	Trois-Rivières	Maternaide

Séances offertes (suite)

Date	Titre	Lieu-format	Formule
2022-11-15	Présentation de nos services et des problématiques liées à l'inaptitude	Trois-Rivières	Techniques de travail social
2022-11-23	Vos droits en tant que propriétaires de logements	Virtuel	Grand-public
2022-11-24	Droits des grands-parents	Trois-Rivières	Maternaide
2022-11-30	Mandat de protection et testaments	Louiseville	La clef de l'éducation populaire
2022-12-07	Prévoir vos soins de santé (Éducaloi)	Trois-Rivières	Regroupement des aidants naturels de Trois-Rivières
2022-12-14	Vos droits comme parents séparés	Virtuel	Grand-public
2022-12-16	L'intimidation et le système de justice pénal pour adolescents	St-Alexis-des-Monts	École du Boisé
2022-12-20	Intervention du DPJ - Prison	Trois-Rivières	Centre de détention de Trois-Rivières
2023-01-18	Vos ados, les textos et la loi	Virtuel	Grand-public
2023-01-20	Droits des grands-parents	Trois-Rivières	CEPPDL
2023-01-23	Votre emploi, vos droits	CJP-Mau	SIER
2023-01-26	L'impact du dossier criminel	Trois-Rivières	Centre de détention de Trois-Rivières
2023-02-06	L'intimidation et le système de justice pénal pour adolescents	Nicolet	École Jean Nicolet
2023-02-08	Protections en cas d'inaptitudes	Shawinigan	Association des proches aidants de l'Énergie
2023-02-14	L'intimidation et le système de justice pénal pour adolescents	Nicolet	École Jean Nicolet
2023-02-15	Homologation de mandat et ouverture de régime	Shawinigan	Association des proches aidants de l'Énergie
2023-02-21	Les testaments	Virtuel	Association des proches aidants de l'Énergie
2023-02-22	Vos droits en tant que locataires de logements	Virtuel	Grand-public
2023-03-08	Protections juridiques face à l'inaptitude	Virtuel	Grand-public
2023-03-14	L'intimidation et le système de justice pénal pour adolescents	Nicolet	École Jean Nicolet
2023-03-16	L'intimidation et le système de justice pénal pour adolescents	Nicolet	École Jean Nicolet
2023-03-29	Les petites créances - palais de justice	Trois-Rivières	Grand-public



justicedeproximite.qc.ca

Centre de justice de proximité de la Mauricie
1350, rue Royale, bureau 401
Trois-Rivières (Québec) G9A 4J4
Téléphone : 819 415-5835
Sans frais : 1 888 542-1822
Info-Séparation : 1 844 522-6900



**CENTRE DE JUSTICE
DE PROXIMITÉ**
Mauricie